



La Lettre de L'Europe

de Stéphane Le Foll, député européen

mandature 2009 / 2014

JUIN 2009 à septembre 2010

Un an de travail ne se résume pas,

soyez en sûr, aux quelques pages que je vous présente dans ce document. Il récapitule toutes les activités qui ont été les miennes au Parlement et dans la circonscription du Grand Ouest.



Ce travail aura été marqué pour moi, par un véritable changement par rapport à mon premier mandat. Sur proposition de Catherine Trautmann (Présidente de la délégation des Socialistes français), j'ai été élu vice-président du groupe des Socialistes et Démocrates, en charge des questions agricoles, et surtout, ce qui constitue le nerf de la guerre, du budget et des perspectives budgétaires pour l'après 2013. Je suis donc au cœur du débat politique qui se noue au Parlement européen dans une période qui, avec la crise que nous traversons, met à l'épreuve le projet européen lui-même. En effet, si je retiens une chose de toute cette année passée au Parlement Européen, c'est que le projet européen est à la croisée des chemins. **Absence de grands décideurs, lenteur dans la prise de décisions, Commission européenne évanescence, tout concourt à rendre la gouvernance de l'Europe de plus en plus difficile.** L'exemple de la gestion de la crise grecque l'a largement démontré.

Nous orienterons-nous inexorablement vers un basculement dans une Europe intergouvernementale et du grand marché, ou parviendrons-nous à garder au projet européen son esprit communautaire d'intérêt général continental ?

Là est tout l'enjeu. Dans ce contexte, le Parlement européen occupe une place centrale, en tant que véritable lieu de prise en compte de l'intérêt général européen, et d'expression des attentes des citoyens européens. Si le Traité de Lisbonne a renforcé de manière incontestable son poids politique, il n'en reste pas moins vrai que dans les mois prochains, lors des débats sur l'avenir des politiques intégrées que sont la PAC, la politique de la pêche et la politique de cohésion territoriale, ainsi que sur les perspectives budgétaires, le risque est grand que le poids et l'inertie des gouvernements ne réduisent le projet européen à une simple addition d'intérêts nationaux.

Aujourd'hui être député européen, c'est défendre un idéal politique pour l'Europe qui s'appuie sur quatre objectifs majeurs : la solidarité, l'innovation, la recherche et le développement durable.

Voilà ce qui m'a motivé et qui va continuer à me mobiliser dans les mois qui viennent.

Le groupe Socialistes et Démocrates (S&D)

se compose de 27 délégations, représentant pour chacun des pays les socialistes et en Italie, les démocrates.



J'ai été élu Vice-président du Groupe, c'est-à-dire membre du bureau du Groupe qui organise la vie et le travail de l'ensemble du Groupe Socialistes et Démocrates (S&D). **Ce groupe qui est le deuxième du Parlement Européen avec 182 députés, dont 14 français, est structuré autour des délégations de chacun des pays, des coordinateurs désignés dans chacune des Commissions et d'un bureau politique avec 9 Vice-présidents qui sont chargés de suivre des dossiers spécifiques au sein du Parlement, en relation avec les différents coordinateurs présents dans chacun des commissions.**

Vice-président en charge du budget, des perspectives financières et de la Politique Agricole Commune, je suis donc chargé par le Groupe du suivi politique de ces différentes thématiques. Cela m'a conduit à créer, avec mon ami socialiste Italien Gianluca Susta, responsable des politiques de cohésion territoriale et de la pêche, un « groupe horizontal », regroupant tous les députés du Groupe S&D, membres des commissions pêche, agriculture, cohésion territoriale, budget et contrôle budgétaire. Dans le cadre de ce travail, nous avons préparé, puis fait adopter par l'ensemble du Groupe S&D, quatre textes d'orientation politique sur les perspectives budgétaires, sur l'avenir de la PAC, de la pêche et de la cohésion territoriale. **Au Parlement européen notre groupe a jusqu'ici été le seul à mener ce genre de travail en commun qui contribue à la définition de notre projet politique pour l'avenir de l'Europe et de tous ses citoyens.**

À plusieurs reprises, au nom du Groupe S&D, je suis intervenu en séance plénière au moment des premières discussions qui ont suivi la crise de 2008 et en particulier, lors de la venue au Parlement Européen à Bruxelles de Monsieur Van Rompuy, Président permanent du Conseil, à propos des mesures que l'Europe entendait mettre en œuvre face à la crise bancaire. **J'ai à chaque fois défendu, à toutes ces occasions, l'équilibre que nous devons maintenir entre un nécessaire soutien à la croissance en Europe, et en particulier à l'investissement, et le souci que nous devons avoir de la réduction à long terme des déficits publics.** J'ai toujours combattu ceux qui voulaient de manière radicale couper dans la dépense publique et dans l'investissement au nom de la rigueur, ce qui aurait comme conséquence de réduire encore un peu plus la faible croissance que connaît l'Europe aujourd'hui. J'ai obtenu du Président Martin Schulz, l'organisation à l'automne d'une réunion à Franckfort pour confronter nos points de vue avec la BCE.



Composition du Bureau du Groupe des Socialistes et Démocrates

Président

Martin Schulz (Allemagne)

Vice-présidents

Maria Badia i Cutchet (Espagne) Politique de communication et relations publiques

Monika Benova (Slovaquie) Europe des citoyens

Véronique De Keyser (Belgique) Droits de l'Homme, Développement et Commerce international

Stephen Hughes (Royaume-Uni) Economie et Politique sociale

Stéphane Le Foll (France) Budget, contrôle budgétaire et PAC

Adrian Severin (Roumanie) Politique extérieure et Défense

Gianluca Susta (Italie) Cohésion territoriale et Pêche

Hannes Swoboda (Autriche) Affaires parlementaires et relations avec les organisations internationales

Marita Ulvskog (Suède) Développement durable et concurrence

Trésorière

Edit Herczog (Hongrie)



Réunion du bureau du groupe S&D, Véronique De Keyser, Stephen Hughes et Stéphane Le Foll.



Au sein de la Commission agricole

Au sein de la Commission agricole, j'ai participé à tous les débats, déposé plusieurs centaines d'amendements sur différents textes et **j'ai été l'auteur d'un rapport sur le réchauffement climatique qui aura été déterminant pour celui de George Lyon** qui a fixé la position du Parlement Européen sur l'avenir de la PAC.

Rapport Agriculture et réchauffement climatique

Dans ce rapport, à la veille du sommet de Copenhague, mon premier message a été d'affirmer que l'agriculture ne devait plus être un problème pour l'environnement mais qu'elle pouvait être une solution. Les ressources naturelles sont limitées et les actions de l'homme ont des répercussions négatives sur l'environnement. Le second message a été de faire partager l'idée qu'il convenait de changer de stratégie, pour ne plus traiter les problèmes de façon séparée (pesticides, eau, sol, ...) mais à travers une vision et des mesures cohérentes et globales.

Mon rapport se concentre sur trois axes : **la contribution de l'agriculture européenne à la lutte contre le réchauffement climatique, les mesures d'adaptation nécessaires et les implications pour le modèle agricole européen.** L'objectif du rapport est de proposer des solutions afin que l'agriculture rejette moins de CO₂ tout en stockant davantage de carbone par la photosynthèse et la matière organique des sols. Cela doit déboucher sur une nouvelle conception globale de la PAC. **L'enjeu est de montrer que la performance de l'agriculture européenne revêt une triple dimension : économique, écologique et sociale.** Pour la PAC, la proposition majeure que je fais est de sortir du système de « l'éco-conditionnalité » pour construire un système d'éco-certification. Il s'agit de passer d'un contrôle sur les outils à un contrat sur les objectifs en terme d'environnement : garantir la biodiversité, préserver les ressources naturelles que sont les sols et l'eau, optimiser l'utilisation de la photosynthèse et enfin limiter le recours aux intrants chimiques et à l'énergie fossile. Ce rapport d'initiative a été voté par une très large majorité au Parlement européen. Il avait aussi pour vocation de préparer le terrain à de nouvelles propositions pour le futur de la PAC après 2013.

Session de Strasbourg juillet 2010

Adoption du rapport de George Lyon

Le Parlement européen, en donnant un avis avant même la communication de la Commission européenne, a marqué de manière très claire sa volonté de peser dans le débat et d'utiliser les toutes nouvelles compétences législatives que lui confère le Traité de Lisbonne. C'est la première fois que cela se produit. **Cela est d'autant plus important que ce texte, fruit d'un travail assidu de la commission agricole, a été adopté à une large majorité.**

Le Parlement y réaffirme clairement la volonté de maintenir une politique agricole européenne en refusant toute logique de renationalisation ou d'augmentation du co-financement. Il exige le maintien du budget de la politique agricole à son niveau actuel. **D'autre part, grâce à l'action des socialistes, ce texte reprend totalement les trois grands principes pour une nouvelle PAC que j'ai récemment évoqués publiquement : régulation, compensation, rémunération.** En effet, le rapport réaffirme la nécessité de maintenir des filets de sécurité, de réguler les marchés et les volumes, de favoriser l'organisation des filières et des producteurs. **Il rappelle la nécessité de conserver un lien entre la production et les aides, ce qui est important pour de nombreuses petites productions.** Ce texte met aussi en perspective l'idée de la compensation des handicaps naturels, seule manière de préserver une agriculture sur l'ensemble du territoire européen. **Enfin, et ceci est pour moi capital, ce rapport propose l'idée d'une agriculture qui offre des solutions aux problèmes de l'environnement dans le droit fil de mon rapport sur le réchauffement climatique.** Cela présente un premier cadre pour une agriculture européenne participant à ce qu'on appelle la « Croissance Verte ». Le rapporteur George Lyon va même jusqu'à évoquer, à propos de la préservation des biens publics la perspective de contrats entre les agriculteurs et l'Europe, ce qui est une nouveauté. **Tous ces acquis sont extrêmement importants et nous souhaitons qu'ils soient repris dans les futures propositions de la Commission en fin d'année, et qu'ils influencent le choix des Ministres de l'agriculture.**

Une volatilité préoccupante du prix des céréales

L'extrême volatilité des prix des céréales a fait son retour en cet été 2010. Les prix mondiaux des céréales ont en effet connu une hausse spectaculaire début août (atteignant presque 100% des prix de la campagne 2009/2010). Cette situation s'explique par les prévisions d'une production mondiale inférieure à la demande malgré une disponibilité de stocks avoisinant les 370 millions de tonnes. De mauvaises conditions atmosphériques sont en effet à l'origine de cette perspective de chute des rendements dans différentes régions du monde. Ces prévisions ont contribué à une forte remontée des prix, par ailleurs dopés par une spéculation. Elle a atteint son point culminant le 5 août, lorsque la Russie a introduit un embargo provisoire sur ses exportations pour garantir son propre approvisionnement. Aujourd'hui, les marchés restent très volatils et se situent à des niveaux élevés. Comme en 2008, cette situation est préoccupante pour les populations les plus pauvres qui ont du mal à s'alimenter. Si elle remonte le moral des céréaliers, elles inquiètent de nouveau les éleveurs, en particulier les producteurs de porcs et de volailles. **La question de la régulation des marchés et la lutte contre la spéculation excessive demeurent plus que jamais un sujet d'actualité. Il nous faudra bien intégrer ces données dans la prochaine réforme de la PAC. Ceci constitue une urgence européenne pour les socialistes.**

Appel de Gembloux

une expression de citoyens européens sur le futur de la PAC

Depuis plusieurs années, j'ai lancé un groupe de réflexion nommé le « Groupe St Germain » rassemblant experts, chercheurs, citoyens en vue de repenser fondamentalement les problématiques de l'agriculture pour leur apporter des solutions nouvelles susceptibles d'influencer les décisions politiques. **Le 28 juin dernier, le groupe St Germain s'est associé à trois autres groupes de réflexion européens, à savoir le Groupe de Bruges, La Magyar Akademia (Hongrie), le Groupe Terra Nova (France), pour lancer un appel sur le devenir de la PAC pour après 2013.** Cet appel parti de Gembloux, du nom du centre national belge de la recherche et de l'enseignement agronomique, s'inscrit dans la dynamique de débat public voulue par le nouveau commissaire à l'agriculture, Mr Dacian Ciolos. Celui-ci souhaite impliquer la société civile européenne dans la construction d'une nouvelle PAC. Cet appel final, cosigné par de nombreuses personnalités politiques socialistes engagées au plan national, régional et local propose :

1- Une Politique Agricole Alimentaire et Environnementale Commune, qui s'articule sur quatre grands volets : une Europe agricole de **la sécurité alimentaire**, une Europe agricole **créatrice d'environnement et de biens publics**, une Europe agricole **régulatrice des marchés**, et enfin une Europe de toutes **les agricultures pour faire vivre tous les territoires**.

2- Une Europe partenaire des équilibres alimentaires et environnementaux du monde.

Les auteurs de l'appel de Gembloux espèrent que cette démarche citoyenne sera de nature à influencer les prochaines propositions de réforme de la PAC que prépare la Commission européenne pour la fin de l'année.



Stéphane Le Foll, Bertrand Hervieux (Ancien Président de l'INRA), Dacian Ciolos (Commissaire Européen à l'agriculture), Arie van den Brand (Président du Groupe de Bruges), Marc Tarabella (Député Européen Belge) et Csaba Tabajdi.



Au sein de la commission du budget

Le travail que j'ai eu à mener au sein de la Commission du Budget a consisté à coordonner les réunions des membres socialistes de la commission du budget et à préparer avec eux le texte que nous avons adopté au sein du Groupe Socialistes et Démocrates (S&D) à propos des perspectives budgétaires.

D'autre part, le Parlement Européen vient de mettre en place une Commission temporaire chargée de préparer le débat sur l'avenir du budget européen pour l'après 2013. En tant que Vice Président du groupe S&D et membre de la Commission Agricole du Parlement Européen, j'ai été désigné comme titulaire de cette commission qui va conduire ces travaux de l'automne 2010 à fin 2011.

Tout l'enjeu pour le Parlement sera de construire un rapport de force face au Conseil représentant les Gouvernements et à la Commission pour maintenir un budget européen suffisamment élevé pour faire face à la crise, pour soutenir la croissance par l'investissement à l'échelle européenne et pour assurer l'avenir des grandes politiques intégrées que sont la PAC et la politique de cohésion territoriale.

Aujourd'hui, les gouvernements ont pour seul objectif de réduire leur déficit budgétaire ; cela passe pour eux par une baisse de leur contribution au budget de l'Europe et par conséquent du budget européen. Notre tâche s'annonce très rude. Il en va du projet européen lui-même. Si le budget est raboté, c'est la capacité de l'Europe à sortir collectivement de la crise qui sera remise en cause. Pour finir, retenons une chose : si l'Europe souffre de déficits budgétaires importants (qu'il faut d'ailleurs relativiser), elle souffre d'abord de la faiblesse de son taux de croissance par rapport aux autres grandes zones du Monde. **Au sein de cette Commission, je défendrai la position qui a été adoptée par le groupe Socialistes et Démocrates dans le cadre de la réflexion sur les perspectives budgétaires de l'après 2013.**

Ma lettre électronique est une information hebdomadaire sur mon activité au Parlement. Vous pouvez la retrouver sur mon site, www.lefoll.net. Pour tous ceux qui souhaitent la recevoir directement dans leur courriel, inscrivez-vous et faites inscrire vos amis, à l'adresse suivante :

<http://www.lefoll.net/le-depute/inscription-a-la-lettre.html>



Stéphane Le Foll, et Martin Schulz, Président du groupe Socialiste & Démocrates (S&D).

Au sein du groupe Socialistes et Démocrates

Président du Groupe de travail - Horizontal B -
sur l'avenir de la Politique de cohésion territoriale

Le groupe de travail « Horizontal B » est l'un de ceux qui aujourd'hui, au sein des Socialistes et Démocrates, fonctionne le mieux puisqu'il regroupe une trentaine de députés. Il va poursuivre son travail pour harmoniser nos positions entre les perspectives budgétaires qui vont se dessiner dans les mois qui viennent et leurs conséquences en terme d'impact sur les politiques de cohésion territoriale, agricole et pêche.

Ce groupe est important dans la mesure où il permet des débats approfondis en liant les objectifs budgétaires avec les objectifs politiques des différentes commissions : agricole, régionale et pêche.

Il a eu pour objectif, sous ma présidence, de préparer quatre textes d'orientation politique sur les quatre grands sujets que sont : **la politique agricole, la politique de cohésion territoriale, la pêche et surtout les perspectives d'orientation budgétaire.** Ces quatre textes sont disponibles sur le site des Socialistes et Démocrates et sur mon site. **Ils s'inscrivent totalement dans la stratégie de l'Union européenne pour 2020 : emploi, durabilité, compétitivité.**



Réunion à Strasbourg avec les parlementaires français du Sénat et de l'Assemblée Nationale.
De gauche à droite : Stéphane Le Foll, Jérôme Lambert (Député Charentes), Simon Sutour (Sénateur du Gard), Catherine Trautmann (Présidente de la DSF).



Ma présence en région, en France et en Europe

22 septembre 2009 Maison de l'Europe Rennes, débat entre députés de la région Ouest

23 septembre 2009 AG Maisons de l'Europe du Grand-Ouest / Le Mans

30 octobre 2009 Séminaire Région Limousin sur la PAC / Limoges

20 novembre 2009 Réunion avec des producteurs de Lait SODIAAL / Le Mans

4 décembre 2009 Rencontre des LEADER périurbains européens / Coullaines (Sarthe)

7 décembre 2009 Déplacement à Prague pour Séminaire PSE / Hongrie

8 décembre 2009 Rencontre Institut de l'Agriculture Durable (IAD) / Paris

11 décembre 2009 Intervention au Lycée Professionnel de Ruillé sur Loir (Sarthe)

12 décembre 2009 Réunion sur l'agriculture / Mordelles (Ile et Vilaines)

15 décembre 2009 Rencontre avec le président de l'APLI à Melle (Deux-Sèvres)

13 janvier 2010 Intervention sur la PAC à la Maison de l'Europe de Paris

26 février 2010 AG Jeunes Agriculteurs d'Ile et Vilaine / Rennes

19 mars 2010 Manifestation « Nourrir la planète » / Toulouse

1^{er} avril 2010 Intervention devant des élèves du Lycée Notre Dame / Le Mans

9 avril 2010 Rencontre FELCOOP (Coopération fruitière, légumière, horticole) / Paris

15 avril 2010 Congrès national Fédération Nationale Producteurs de Lait / Lille

30 avril 2010 Centre Régional des Jeunes Agriculteurs de l'Ouest / Rennes

7 mai 2010 Rencontre Lycée Ste Croix / Le Mans

18 mai 2010 Visite parrainée Association Citoyenne Le Mans Ouest à Strasbourg

21 mai 2010 Rencontre et débat Lycée des Vergers / Dol de Bretagne

27 mai 2010 Colloque GNIS (semences et plants) / Paris

27 mai 2010 Conférence sur la PAC / Périgueux

28 mai 2010 Remise Europass au Lycée Professionnel Hélène Boucher / Le Mans

4 juin 2010 Négoc Centre Atlantique / sur la régulation et le libéralisme / Bressuire

7 juin 2010 Assemblée Générale de la FDSEA / Arras

18 juin 2010 Comité régional porcin / Angers

19 juin 2010 Rencontre sur la problématique du lait / Lyon

22 juin 2010 Visite à Bréhan concernant les intrants / Bretagne

25 juin 2010 AFCCRE (Conseil des Communes et Régions d'Europe) / Nantes

30 juin 2010 AG de l'Anifelt / Fruits et légumes / Saumur